

Huit milliards d'humains d'ici à la fin 2022

La Terre s'apprête à franchir une étape importante de sa longue existence. D'après les dernières données démographiques de l'Organisation des Nations unies (ONU), publiées lundi 11 juillet, à l'occasion de la Journée mondiale de la population, la planète sera occupée par huit milliards d'humains à compter du 15 novembre. Les humains n'ont jamais été aussi nombreux. C'est un milliard de plus qu'en 2010. Deux milliards de plus qu'en 1998. Et cinq milliards et demi de plus qu'en 1950.

Le peuplement de la Terre continue de croître et il y a seulement « une chance sur deux » que la tendance vienne à s'inverser avant la fin du siècle. En réalité, les démographes de la division de la population, au département des affaires économiques et sociales de l'ONU, considèrent comme « sûre à 95 % » la probabilité que nous soyons entre 8,9 et 12,4 milliards en 2100. Le cap des dix milliards pourrait être atteint dès 2059 pour se stabiliser ensuite, d'après un scénario « moyen », autour de 10,4 milliards d'humains dans les années 2080.

Ainsi, l'atteinte d'un plateau maximal interviendrait plus tôt que prévu. « C'est un élément particulièrement intéressant, car, dans son dernier rapport, publié il y a maintenant trois ans, l'ONU n'envisageait de stabilisation démographique qu'au cours du XXI^e siècle », fait remarquer Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et conseiller scientifique auprès de l'Institut national d'études démographiques, à Paris. Ce scénario s'explique « principalement » par le fait que chaque femme donne naissance à de moins en moins d'enfants, souligne cet expert : de 2,3 actuellement, le taux de fécondité pourrait tomber à 1,8 en 2100, marquant « la fin du renouvellement des générations ».

« INTERRUPTION TEMPORAIRE »

Très attendues sur l'estimation des effets démographiques de la pandémie de Covid-19 qui a frappé la planète ces deux dernières années, les Nations unies ont travaillé de concert avec l'Organisation mondiale de la santé pour dresser un nouveau bilan. Alors qu'en novembre 2021 la presse anglo-saxonne avançait le chiffre de 17 millions de décès, les deux institutions internationales estiment aujourd'hui que « la surmortalité associée à la pandémie a atteint 14,9 millions de personnes pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2021 ». Elles confirment ainsi que la réalité pourrait correspondre à « près de trois fois le pourcentage officiellement déclaré », ce que bon nombre de scientifiques supputaient depuis environ un an.

Sachant que, d'ordinaire, 60 millions d'humains rendent l'âme chaque année, cela voudrait dire que le Covid-19 a fait bondir la mortalité de plus de 12 % durant deux ans. L'ONU précise que le bilan global des décès est « plus élevé chez les hommes que chez les femmes, chez les personnes âgées que chez les jeunes ».

Selon le dernier rapport de l'ONU sur la population mondiale, le nombre d'habitants sur Terre cessera de croître plus tôt que prévu. La pandémie de Covid-19 a provoqué une surmortalité de 14,9 millions d'individus en 2020 et en 2021

Certains craignaient, au début de la pandémie, que les progrès des dernières décennies en matière de mortalité infantile ne soient en partie effacés. « Les données disponibles indiquent qu'il n'y a pas eu de preuve convaincante » en ce sens, mais la prudence reste de mise. Les effets indirects de la crise sanitaire sur la mortalité infantile pourraient en réalité « mettre du temps à se manifester », à travers l'interruption des programmes de vaccination et de nutrition de routine des enfants, ou l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la perte de revenus des ménages.

« La pandémie a été un choc pour tout le monde et sur tous les continents, mais, une fois ce choc passé, elle n'affectera guère les tendances démographiques générales. Elle n'aura aucun effet à long terme sur le nombre d'enfants par femme, les pratiques matrimoniales ou la contraception », relève Thomas Spoorenberg, l'un des rédacteurs du rapport de l'ONU.

Momentanément, les contagions au virus SARS-CoV-2 ont donné un coup d'arrêt à la progression de l'espérance de vie à la naissance, en particulier en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes. A l'échelle mondiale, elle a même « contribué à une perte de 1,7 année » d'espérance de vie entre 2019 et 2021, la ramenant à 71 ans, avec les précautions méthodologiques qui s'imposent, du fait du manque, parfois, de données précises ayant conduit les démographes de l'ONU à des méthodes innovantes d'extrapolation.

Au passage, la pandémie a élargi le fossé entre les hommes et les femmes, à l'avantage de ces dernières. En 2021, l'espérance de vie des premiers s'est établie à 68,4 ans, celle des secondes à 73,8 ans, soit un écart de 5,4 ans. Deux ans avant, la différence était de 5,2 ans. Cependant, dans les pays où le taux de vaccination est élevé, le choc est déjà amorti puisque la mortalité retrouve dès à présent des valeurs pré-pandémiques. Dans les autres, il faudra encore « de un à trois ans » pour revenir à la normale.

En Afrique australe, par exemple, le Covid-19 a tout simplement « supprimé les gains d'espérance de vie » péniblement obtenus après les pires années du sida : l'espérance de vie à la naissance y est retombée à 61,8 ans en 2021. A ce stade, l'ONU ne

s'aventure pas à établir de lien entre la pandémie et le ralentissement de la croissance démographique mondiale, dans la mesure où celui-ci est observé depuis le milieu des années 1960. Certes, « en 2020, et pour la première fois depuis 1950, le taux de croissance démographique est tombé au-dessous de 1 % par an ». Ce taux devrait « continuer à ralentir au cours des prochaines décennies et jusqu'à la fin de ce siècle ».

Dans les pays à revenu élevé, le Covid-19 a agi « comme une interruption temporaire ». C'est vrai, en particulier, dans les pays riches à faible fécondité. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les dernières études menées « n'ont guère montré de changement dans le nombre de grossesses et de naissances non désirées », malgré la propagation du coronavirus. Résultat, en Afrique subsaharienne, la population est appelée à pratiquement doubler d'ici à 2050, du fait du maintien du taux de fécondité à près de trois enfants par femme. Cette région du monde devrait contribuer à elle seule à « plus de la moitié de la croissance de la population mondiale » dans les trente prochaines années.

DÈS 2023, L'INDE VA DEVENIR LE PAYS LE PLUS PEUPLÉ DU MONDE, DÉTRÔNANT UNE CHINE QUI « DEVRAIT CONNAÎTRE UN DÉCLIN ABSOLU DE SA POPULATION »

BOULEVERSEMENT EN ASIE

D'ici là, et c'est l'un des principaux éléments saillants des nouvelles prévisions, les cartes vont être rebattues dès 2023 sur le podium mondial. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'Inde va devenir le pays le plus peuplé au monde, détrônant une Chine qui « devrait connaître un déclin absolu de sa population dès 2023 ».

L'événement va se produire avec quatre ans d'avance sur le calendrier avancé dans la précédente livraison statistique de l'ONU, en raison d'une légère correction à la hausse de la dynamique indienne et d'une révision à la baisse, spectaculaire, des estimations de fécondité en Chine.

D'ores et déjà, dans l'empire du Milieu, le nombre d'enfants par femme s'établit à seulement 1,18. Actuellement, les deux géants asiatiques sont au coude-à-coude, avec chacun 1,4 milliard d'habitants. En 2050, les Indiens seront 1,668 milliard, les Chinois 1,317 milliard. « C'est un séisme qui va marquer le début d'un déclin irréversible. Au milieu du XIX^e siècle, un tiers de l'humanité vivaient en Chine. En 2100, ce ne sera plus que 10 %, souligne Wang Feng, professeur de sociologie à l'université d'Irvine, en Californie. Les nouvelles prévisions de l'ONU sont davantage en ligne avec celles de la communauté scientifique que les précédentes et l'impact sur les mentalités va être énorme. Non seulement les Chinois vont devoir se faire à l'idée de ne plus être les leaders sur le plan démographique, mais ils vont aussi devoir admettre que le reste du monde voit dorénavant leur pays comme une puissance déclinante. »

Un changement de paradigme. Le croisement des courbes indienne et chinoise va en effet induire un bouleversement dans cette région du globe. Alors qu'elle héberge aujourd'hui près d'un humain sur trois, l'Asie de l'Est et du Sud-Est devrait être

suppléantée d'ici à une quinzaine d'années par l'ensemble composé de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud. C'est le fait de la croissance démographique indienne, mais également de celle observée notamment au Pakistan, pays appelé à passer bientôt devant l'Indonésie et à se rapprocher en nombre d'habitants des Etats-Unis, tout comme en Afrique le Nigeria, pays qui devrait monter sur la troisième marche du podium de la démographie mondiale à la fin du siècle.

Ceci va se produire alors même que le sous-continent indien, pris dans sa totalité, envoie les plus gros contingents de migrants à travers le monde pour trouver du travail. Entré 2010 et 2021, observent les experts de l'ONU, le Pakistan a ainsi vu sa diaspora grossir de 16,5 millions d'individus. Même chose, dans une moindre mesure, au Bangladesh, au Népal et au Sri Lanka. Les autres pays touchés par les plus grands départs, la Syrie, le Venezuela, la Birmanie, l'ont été en raison de l'insécurité et de la guerre.

Autre élément marquant du rapport 2022 de l'ONU, les hommes sont toujours majoritaires (50,3 %) dans le monde. Mais plus pour longtemps, puisqu'« en 2050 le nombre de femmes devrait être égal à celui des hommes ». Hormis ces deux nouveautés, l'Inde numéro un, les femmes bientôt majoritaires, plusieurs tendances lourdes sont, elles, confirmées. D'abord, si les humains sont de plus en plus nombreux sur Terre, cela masque toujours de grandes disparités entre les pays, souvent en rapport avec leur niveau de développement. D'un côté, la République démocratique du Congo et la Tanzanie « devraient connaître une croissance rapide » de leur population, « entre 2 % et 3 % l'an sur la période 2022-2050 ».

De l'autre, « des pertes de 20 % ou plus devraient avoir lieu en Bulgarie, en Lettonie, en Lituanie, en Serbie et en Ukraine », prédit l'ONU. Au cours des trois prochaines décennies, ce sont une soixantaine de pays ou de régions qui vont voir leur population « diminuer de 1 % ou plus » par an.

Les deux tiers de l'humanité vivent dès à présent dans un pays ou une région où la fécondité est inférieure à 2,1 naissances par femme, niveau requis pour que les populations à faible mortalité se stabilisent à long terme. L'Europe et l'Amérique du Nord devraient « atteindre leur pic démographique et commencer à connaître un déclin » à la fin des années 2030, en raison de la persistance de faibles niveaux de fécondité, inférieurs à deux naissances par femme depuis le milieu des années 1970, et en raison, dans certains pays, de taux d'émigration élevés.

En 2020, c'est la Turquie qui a accueilli le plus de réfugiés et de demandeurs d'asile (près de 4 millions), devant la Jordanie, la Palestine et la Colombie. A cet égard, le Covid-19 a considérablement ralenti les déplacements de population, du fait de la fermeture des frontières et de la paralysie des transports internationaux. Il pourrait avoir réduit de moitié le solde migratoire de ces deux dernières années, estime l'ONU. ■

GUILLAUME DELACROIX

L'Europe orientale en proie à une démographie en chute libre

L'ampleur de l'émigration, conjuguée à la faiblesse de la natalité, pourrait vider de leurs habitants certaines régions d'ici à 2050

L'Europe centrale et orientale a de quoi s'inquiéter. Parmi la soixantaine de pays amenés à voir leur population décroître significativement (1 % ou plus), d'ici à 2050, figurent la Russie, l'Allemagne, la Corée du Sud et Cuba. Mais c'est l'ancien bloc soviétique qui perdra le plus, d'après les dernières projections de l'ONU.

La chute s'annonce supérieure à 20 % à l'horizon de trente ans en Bulgarie, en Lettonie, en Lituanie, en Serbie et en Ukraine. Pour cette dernière, il ne s'agit pas d'une nouveauté, même si la guerre déclenchée le 24 février par la Russie a considérablement aggravé la situation préexistante. Fin mai, le

au déplacement de 13 millions de personnes, dont 6,8 millions de réfugiés partis à l'étranger.

L'Ukraine approchait les 52 millions d'habitants au début des années 1990, n'en comptait plus que 43 millions en 2021 et pourrait passer sous la barre des 33 millions en 2050. A l'instar de ses voisins, elle souffre de deux maux chroniques : une natalité faible et une émigration forte. « Tous les pays d'Europe de l'Est, ou presque, ont connu des niveaux de fécondité faibles, environ 1,5 naissance par femme ou moins, depuis vingt ou trente ans », explique-t-on au siège des Nations unies, à New York. Loin, donc, du seuil de remplacement

garantir le renouvellement des générations.

Par ailleurs, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, la différence entre les entrées (immigration) et les sorties (émigration) n'a cessé d'augmenter, du fait d'une hémorragie de la jeunesse.

« Fécondité très basse »

La Bulgarie, passée de 9 millions d'habitants dans les années 1990, à 6,8 millions en 2022, pourrait ne plus en compter que 5,2 millions en 2050. La Serbie, elle, comptait 8 millions d'habitants à l'effondrement du rideau de fer. Elle en a actuellement 7,2 millions et pourrait tomber à 5,8 millions dans trente ans. Sur la même période,

rait dégringoler de 3,8 millions à 2,2 millions, celle de la Lettonie de 2,7 millions à 1,4 million.

« Les jeunes partent et, chez ceux qui restent, la fécondité s'avère très basse. La question est de savoir si ce phénomène va durer ou non », analyse Gilles Pison, conseiller scientifique à l'Institut national d'études démographiques (INED). Ce dernier met néanmoins en garde. « Les choses peuvent vite s'inverser, comme on l'a vu en Pologne. Avec son entrée dans l'Union européenne en 2004, ce pays a connu une émigration importante, tandis que la fécondité était très basse à l'époque, à 1,22 enfant par femme. »

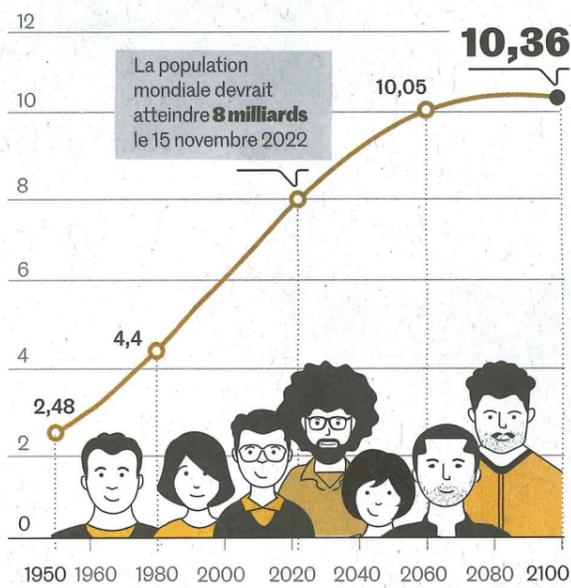
Pologne redevient un pays attractif, pour les Russes et les Ukrainiens notamment, tandis que le taux de fécondité est remonté » à 1,46 enfant par femme en 2022 et pourrait atteindre 1,56 en 2050.

La Bulgarie s'interroge sur son sort. Alors que « plus des deux tiers » de son territoire seront des déserts démographiques en 2040, selon une étude de l'Académie des sciences bulgares datant de l'été 2021, elle considère faire « partie des 10 % des pays au monde ayant les conditions de vie naturelles les plus favorables », si bien que le changement climatique et la surpopulation dans le monde pourraient faire du territoire bulgare « un lieu de vie de plus en

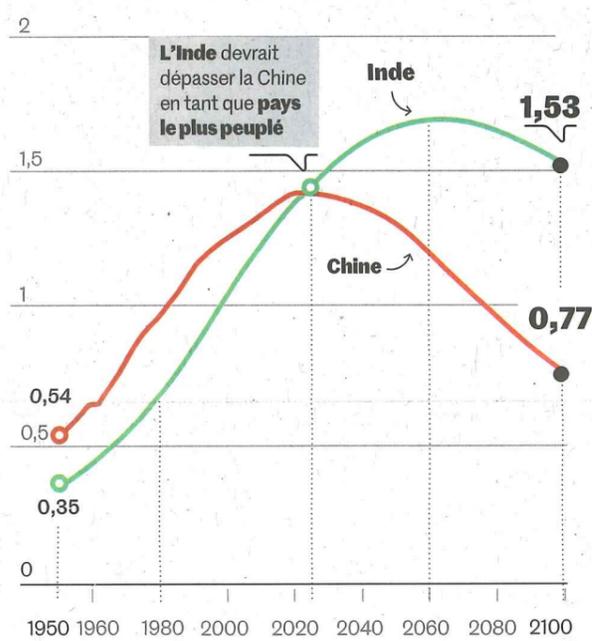
En attendant, le déclin est bien là. Les données de l'ONU corroborent ce que pointaient les démographes Agnieszka Fihel et Marek Okolski dans une étude parue en 2019 dans le bulletin d'information scientifique de l'INED, *Population & Sociétés*. Dans toute l'Europe de l'Est, précisaient ces deux experts polonais, « le solde migratoire, facteur principal, est responsable des trois quarts de la baisse (73 %), et le solde naturel d'un quart (27 %) ». En Estonie, en Lettonie et en Lituanie, relevait en 2021 Céline Bayou, spécialiste des pays baltes au Quai d'Orsay dans la revue *Nordiques*, la population est confrontée à « l'angoisse de la disparition ». ■

La population mondiale continue d'augmenter, mais le rythme de croissance ralentit

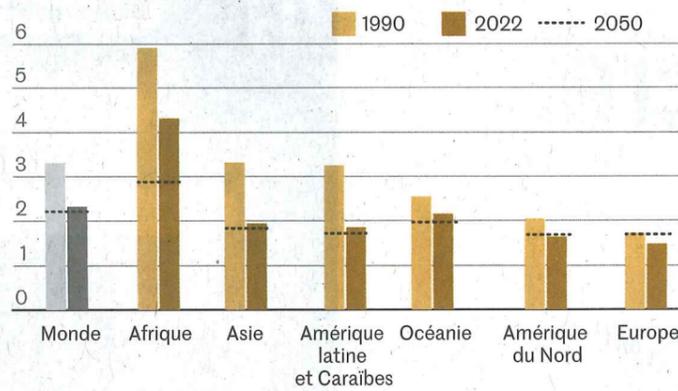
Population mondiale, en milliards de personnes



Evolution des populations chinoise et indienne, en milliards d'habitants



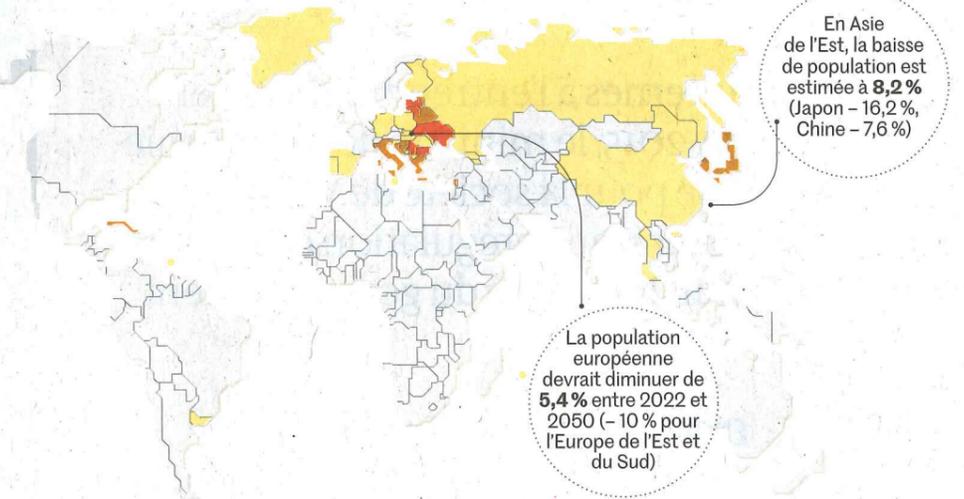
Taux de fertilité, en nombre moyen d'enfants par femme



Baisse de la population européenne à l'horizon 2050

La population de 61 pays ou régions devrait diminuer de 1% ou plus entre 2022 et 2050

- Baisse supérieure à 20%
- De 10% à 20%
- De 1% à 10%
- Stagnation ou hausse



Huit pays contribueront pour plus de la moitié à l'augmentation prévue de la population mondiale d'ici à 2050

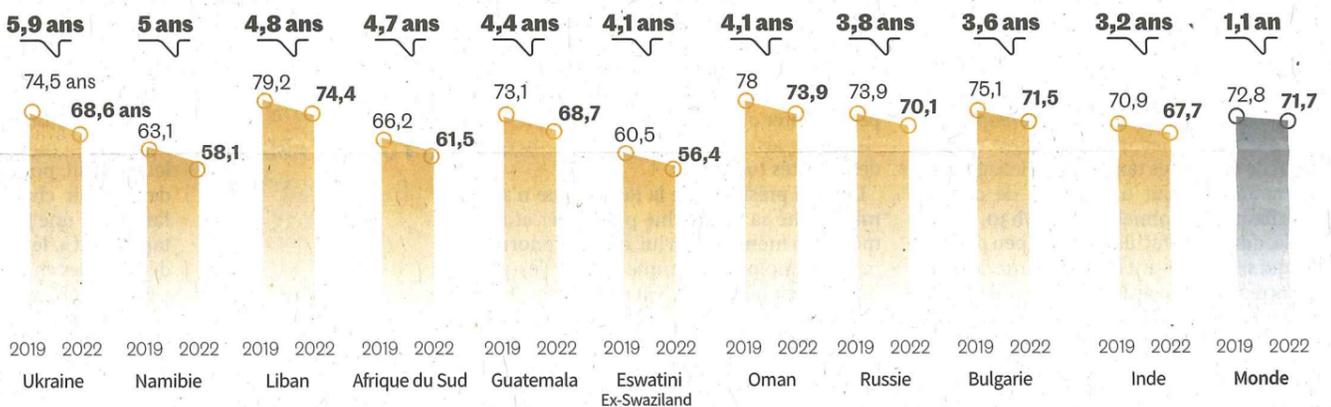
La République démocratique du Congo, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines et la Tanzanie.

Les pays d'Afrique subsaharienne compteront pour plus de la moitié de l'augmentation prévue jusqu'en 2050.

En Asie de l'Est, la baisse de population est estimée à 8,2% (Japon - 16,2%, Chine - 7,6%)

La population européenne devrait diminuer de 5,4% entre 2022 et 2050 (-10% pour l'Europe de l'Est et du Sud)

10 pays où l'espérance de vie diminue en raison du Covid-19



Infographie : Le Monde

Sources : World Population Prospects 2022, Nations unies

« L'Inde va devoir réfléchir à l'aggravation des pénuries »

Sociologue et démographe indienne, aujourd'hui enseignante aux Etats-Unis, Alaka Basu analyse la dynamique démographique de son pays

ENTRETIEN

La sociologue et démographe Alaka Basu, 71 ans, observe que la population indienne va continuer à augmenter en raison d'une « proportion de personnes en âge de procréer aujourd'hui plus importante ».

D'après les dernières projections de l'ONU, la population de l'Inde va dépasser celle de la Chine en 2023. Qu'est-ce que cela va changer pour l'Inde ?

Je ne pense pas que cela signifie quoi que ce soit en particulier. Même si certains aiment être les premiers dans tous les domaines et en tirent de la fierté, la démographie n'est pas une compétition. Ce changement est dû à un ralentissement plus rapide que prévu du taux de croissance de la Chine plutôt qu'à une accélération en Inde, il ne signifie donc rien en tant que tel pour l'Inde.

Du point de vue indien, est-ce une opportunité ?

Ce qui importe, ce sont les différentes structures par âge dans les deux pays. A 28 ans, l'âge médian de la population indienne est inférieur de dix ans à celui de la Chine, qui est de 38 ans. Cela signifie que la proportion de la population en âge de travailler est beaucoup plus élevée en Inde qu'en Chine. Et si cette population peut effective-

ment trouver du travail, l'économie se portera bien. On appelle cela le dividende démographique. La Chine est déjà confrontée à une pénurie de main-d'œuvre et la suppression de sa politique de l'enfant unique découle d'une préoccupation à ce sujet.

Est-ce aussi un danger ?

Une population plus jeune signifie qu'il y a plus de risques de troubles sociaux et politiques si les besoins et les demandes des jeunes ne sont pas satisfaits. En Inde, on peut y voir un danger quand on observe les groupes de jeunes hommes désœuvrés occupant la rue. Les jeunes femmes, elles, ont beaucoup moins accès à l'espace public et moins de temps libre. Elles sont généralement beaucoup plus occupées par des tâches ménagères non rémunérées.

Comment expliquez-vous la dynamique démographique de l'Inde ?

Premièrement, le taux de croissance de la population, environ 1% par an, n'est pas l'un des plus élevés au monde, même si, en valeur absolue, l'augmentation est la plus importante. Deuxièmement, une croissance démographique élevée n'est pas synonyme de fécondité élevée. En fait, en Inde, celle-ci a baissé régulièrement. Elle est maintenant inférieure à 2 naissances par femme

et, si la population va continuer de croître pendant un certain temps, c'est en raison de ce que l'on appelle le « dynamisme démographique ». La proportion de personnes en âge de procréer est aujourd'hui plus importante, parce que le taux de fécondité était élevé par le passé. C'est le revers de la médaille du dividende démographique : il y a une plus grande proportion de travailleurs potentiels, mais aussi une plus grande proportion de parents potentiels dans la population totale.

Comment évolue la structure de la société indienne ?

Il existe des écarts de fécondité importants selon le revenu, la classe sociale, la caste, la religion... Or, si les différences socio-économiques ne diminuent pas beaucoup, les inégalités de revenus allant au contraire en augmentant, ces écarts de fécondité diminuent, car toutes les strates de la société semblent s'orienter vers des taux de natalité plus faibles. Même les femmes instruites ont de moins en moins d'enfants.

Les Indiens seront bientôt 1,5 milliard. Quelles vont être les conséquences sur l'accès à l'eau, à la nourriture et à l'énergie ?

Une population plus nombreuse signifie indubitablement

des besoins accrus. Mais il ne faut pas croire qu'il existe de relation univoque entre les deux. Dans les pays pauvres à forte fécondité, la consommation par habitant est très inférieure à celle des pays riches à faible fécondité. Non seulement la consommation par habitant augmente lorsque les pays s'enrichissent, mais l'une des raisons pour lesquelles les ménages commencent à vouloir et à avoir moins d'enfants réside précisément dans l'espoir de pouvoir augmenter la consommation matérielle, avec moins de bouches à nourrir. L'Inde va évidemment devoir réfléchir davantage à l'aggravation des pénuries de nourriture, d'eau et d'énergie.

Le gouvernement Modi caresse l'idée d'un retour au contrôle des naissances. Qu'en pensez-vous ?

Ce serait une très mauvaise idée, d'abord pour une question éthique. Les femmes ont le droit de décider elles-mêmes du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir. L'Etat peut les aider à exer-

cer ce droit en rendant les informations et les services de santé reproductive disponibles, accessibles et abordables. Il peut aussi faire en sorte qu'une fécondité élevée soit de moins en moins souhaitée par les femmes et les familles, en supprimant certains des obstacles structurels qui s'y opposent, tels qu'une mortalité infantile et juvénile toujours élevée, une faible sécurité sociale et des niveaux d'éducation relativement bas. Au fur et à mesure que ces obstacles tombent, comme c'est le cas actuellement, les parents souhaitent automatiquement moins de naissances.

Dans les années 1970, à l'époque d'Indira Gandhi, la stérilisation forcée des hommes avait été un énorme scandale. Ce souvenir est-il toujours présent ?

La politique officielle de contrôle de la population a été utilisée pour attaquer de manière sélective les segments les plus vulnérables de la population : les pauvres, certaines minorités, les ruraux, etc. Le risque est le même aujourd'hui. Contrôler les naissances ne ferait qu'armer un Etat déjà intrusif, mais aussi une opinion publique de plus en plus agressive à l'égard des minorités. Et, de toutes les façons, une telle politique serait inefficace, du fait que le nombre absolu et relatif de femmes en âge

de procréer est encore élevé. Il faudra encore plusieurs années pour que l'élan démographique s'atténue et que le pays atteigne une croissance démographique nulle, voire négative.

Le Covid-19 a reporté sine die le recensement décennal qui devait avoir lieu en 2021 en Inde. Quel peut être l'effet de ce vide statistique ?

Il est très regrettable que le recensement soit retardé indéfiniment. Il semble qu'il n'y ait même pas de calendrier pour l'établissement de la liste des foyers, qui précède habituellement le recensement proprement dit. Cela signifie que bon nombre de nos plans et politiques devront se fonder sur une extrapolation des données du recensement de 2011, sans tenir compte de changements inattendus dans les naissances, les décès et la répartition de la population. Comme notre système d'état civil n'est pas encore très fiable, il est impossible de se reposer sur lui pour estimer les besoins en matière d'éducation et de santé. Des controverses difficiles autour de questions telles que la prise en compte des castes devront également être résolues avant le prochain recensement. Je soupçonne que cela explique une partie du retard. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME DELACROIX

« CONTRÔLER LES NAISSANCES NE FERAIT QU'ARMER UN ETAT DÉJÀ INTRUSIF »